

doit réexaminer la contribution canadienne à la lumière de ce que le premier ministre déclarait dernièrement, on devrait plutôt penser d'abord, vu la vaste étendue de territoire que l'on a à surveiller, à protéger ce vaste territoire dont on doit assurer la souveraineté. On devrait peut-être conserver ses efforts de l'air, ses activités aériennes pour justement protéger le pays, surveiller le territoire, et aussi remplir les engagements qu'on est sur le point de conclure en vertu d'un accord qui, on le souhaite, sera bientôt signé, en ce qui a trait aux limites du territoire que l'on aura à surveiller sur les côtes canadiennes, aussi bien à l'Est et au Nord, qu'à l'Ouest.

● (1620)

En raison de cette responsabilité, de cette vaste étendue de territoire que nous devons surveiller et protéger, étant donné aussi les changements dans l'accord NORAD qui visent à ce que la surveillance de la région Ouest du Canada soit assurée d'une façon exclusive par des troupes canadiennes, à mon avis, on devrait plutôt considérer très sérieusement le fait que la participation canadienne en Europe soit une participation de terre, participation qui réclame des investissements moins importants, réalisée par une augmentation de nos troupes, une augmentation de notre «visibilité» en Europe, visibilité en termes d'équipement, en termes de mouvement et aussi en termes de présence canadienne. Nous savons qu'il n'y a pas moins de 16,000 ou 18,000 Canadiens vivant en République fédérale d'Allemagne présentement. Ce chiffre pourrait peut-être augmenter.

Nous pourrions contribuer ainsi à faire accepter le fait que le Canada fait déjà partie de la Communauté européenne. Si nous en faisons partie d'une façon militaire, si nous faisons partie de la Communauté militaire européenne, il n'y a qu'un pas à faire afin de convaincre nos alliés que nous devrions aussi faire partie de la Communauté économique, politique et sociale. Je pense que la présence la plus importante des Canadiens en Europe pourrait contribuer largement en ce sens. Il y a aussi une question de rationalisation de l'équipement. Dans un symposium qui avait lieu à Munich au mois de février dernier, nous avons traité longuement de l'utilisation du dollar que chaque pays doit consentir pour la défense. On sait très bien qu'ici ce n'est pas plus facile qu'en Europe de convaincre les contribuables du fait que l'on doit consacrer à la défense une part importante du budget. Ici il s'agit de 10 p. 100, de 14 p. 100 pour l'Angleterre. En France, c'est encore plus, pour les raisons que j'invoquais tantôt.

Si l'on pouvait réussir à convaincre les Canadiens de tous les avantages que la présence intense en Europe peut représenter! On n'a pas à faire de dessin, car je pense bien que les Canadiens peuvent comprendre aussi bien que nous les avantages d'une telle campagne afin de convaincre les gens que nous faisons déjà partie de la Communauté politique et militaire de l'Europe, pourquoi pas franchir la dernière étape et faire partie de la Communauté économique?

En ce qui a trait à l'équipement, il sera peut-être visible mais moins coûteux. On a étudié et on continuera à le faire, pas trop longtemps, je l'espère, la possibilité de répéter l'expérience d'Israël et de moderniser les blindés que nous avons déjà. On me dit que moderniser un blindé, celui du type *Centurion* avec un moteur diesel moderne, avec des armements qui correspondent à ceux que possèdent nos alliés et avec la chenille plus lourde, plus forte pour porter l'équipement, pourrait coûter de \$200,000 à \$250,000. Si on compte les blindés que nous avons, il faut

Subsides

aurait aussi tenir compte des pièces que nous devons acheter, afin de pouvoir les remplacer, ce serait un investissement moins important que pour des blindés modernes, comme celui de type américain qui se vend entre \$500,000 et \$600,000 pièce. Les experts nous assurent qu'un blindé *Centurion* réaménagé, modernisé, pourrait très bien répondre aux besoins actuels de l'Europe centrale.

Je trouve pour toutes ces raisons, monsieur le président, qu'il est urgent que l'on oriente la participation du Canada vers une participation terrestre. En tenant compte de la volonté exprimée par les ministres de la Défense de plusieurs pays d'Europe à ce symposium, alors que l'on parlait de la rationalisation de l'équipement, je pense que nous n'aurons pas trop de difficultés à convaincre nos alliés de l'importance, pour le Canada, de garder surtout nos activités aériennes, pour les raisons invoquées tantôt, et développer une expertise dans les activités terrestres.

Je suis convaincu que nous avons une bonne cause à présenter à nos alliés, et que si cette cause est bien présentée, et si les membres du comité partagent mes vues sur l'orientation qu'on pourrait donner à notre participation en Europe, je pense bien que cela pourrait contribuer à faire avancer cette idée aussi bien au sein du Cabinet que chez nos alliés, savoir que la participation canadienne pourrait très bien être une participation terrestre.

Monsieur le président, ce sont là des propos que je voulais tenir. On parle souvent de détente face au coût du maintien des troupes en Europe par nos alliés comme par le Canada. Souvent les gens parlent de détente, et j'ai été estomaqué de me rendre compte que chez certains ce mot-là semble les avoir hypnotisés: détente. Il y a des gens qui ont une drôle de conception ou définition du mot détente. Si on regarde ce qui se passe autour de soi, à mon avis, le mot détente est passé de mode. Regardons ce qui s'est passé en Asie. Peut-être que les gens condamnent et jugent nos voisins les Américains, de ne pas avoir tenu parole, lorsqu'ils avaient pris cet engagement formel de protéger le Vietnam du Sud.

On a peut-être utilisé à l'excès ce mot «détente» et on s'est peut-être laissé, nous aussi, qui avons la responsabilité, hypnotiser par cette expression. A mon avis, on a utilisé cette expression à tort et à travers. Je considère que détente est une chose passée pour moi. On devrait exercer beaucoup plus de prudence et s'assurer que les événements du mois d'avril dernier et de mai dernier en Asie n'aient pas un effet de domino, comme certains le prétendent, et que l'Afrique et d'autres pays n'en subiront pas les conséquences.

Monsieur le président, ce sont là les propos que je voulais tenir, et je suis très heureux d'avoir pu contribuer, d'une certaine façon, à mettre un peu de clarté sur la participation du Canada dans les forces de l'OTAN.

● (1630)

[Traduction]

M. Nowlan: Monsieur le président, tout comme les autres députés, je désire participer à ce débat qui porte essentiellement, en théorie en tout cas, sur les prévisions budgétaires du ministère de la Défense nationale. Les députés que la chose intéresse ont ainsi l'occasion de poser des questions ou de donner leur avis sur ce sujet très vaste. Je partage les opinions générales exprimées non seulement par mon collègue de Victoria, qui a été le premier de l'Opposition à donner son avis, mais aussi par mon collègue de Greenwood avec qui je suis souvent en désaccord sur des points bien précis. Cela ne lui enlève rien de sa sincérité et de la conviction avec laquelle il